



“Un Président irresponsable?”

Perspectives sur le contrôle démocratique de la politique étrangère française à l'aune des propositions de la « Commission Balladur »

Clément Boutillier et Michael Hammer

Résumé du One World Trust Briefing n° 108, Octobre 2007

The One World Trust promotes education, training and research into the changes required within global organisations in order to make them answerable to the people they affect and ensure that international laws are strengthened and applied equally to all.

Its guiding vision is a world where all peoples live in peace and security and have equal access to opportunity and participation. The Trust's work is centred on 3 programmes: Accountability, Peace and Security, Sustainable Development.

Clément Boutillier is a Research Assistant and Michael Hammer the Executive Director of the One World Trust. To contact the authors please email mhammer@oneworldtrust.org

Parliamentary Oversight Project

© One World Trust.

Readers are encouraged to quote or reproduce from this paper for educational purposes only.

As the copyright holder, the One World Trust requests due acknowledgement and a copy of the publication.

3 Whitehall Court
London SW1A 2EL

Tel +44 (0) 20 7766 3470

Fax +44 (0) 20 7219 4879

Email info@oneworldtrust.org

www.oneworldtrust.org

Charity Commission N° 210180

Suite aux travaux de la commission Balladur, une réforme de la structure constitutionnelle française va probablement être soumise à un vote du Congrès au cours de l'année 2008. Certaines propositions émises par la commission Balladur pourraient avoir une implication déterminante dans la manière dont la France traite des questions internationales.

Ceci est d'une grande importance puisque la France conserve un rôle de premier ordre sur la scène internationale qui lui est conféré par sa puissance nucléaire, son droit de veto au sein du conseil de sécurité des Nations Unies et, enfin, par ses importants droits de vote au sein des institutions financières internationales. Cette réforme intervient dans un contexte général de pressions diverses et puissantes afin de rendre la gouvernance mondiale plus démocratique.

La France peut participer à ce mouvement général, illustré au Royaume Uni par les réformes proposées par Gordon Brown afin de rendre la politique extérieure du Royaume Uni plus démocratique. Ceci est d'autant plus important en France qu'un certain désenchantement vis-à-vis de la chose politique s'est fait ressentir avant la dernière élection présidentielle. Le taux de participation exceptionnel à cette élection est pourtant un signe qu'il est possible de renverser cette tendance à condition de rendre la structure institutionnelle plus à même d'impliquer les citoyens.

Dans cette acception, la démocratisation de la politique étrangère française est déterminante. Comment les propositions émises par la Commission Balladur informent cet aspect particulier ? Il nous a semblé qu'elles augurent de changements importants notamment en ce qui concerne l'augmentation des pouvoirs de l'Assemblée Nationale. Néanmoins, nous avons également constaté, notamment au travers de la modification de l'article 20 de la Constitution selon lequel le Président définirait la politique de la nation, que les propositions ne semblent pas adresser suffisamment la question de la responsabilité politique du président. Les avancées proposées sont limitées et ne remettent pas en cause le problème sous-jacent de la pratique du domaine réservé.

Ces questions sont pourtant déterminantes au regard de la place que la France entend occuper dans la gouvernance mondiale en tant que démocratie influente.